

## QUESTIONS OUVRIÈRES

MONTRÉAL—CHIFFRES RELATIFS AU CHÔMAGE  
POUR 1956-1957

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. J.-P. Deschatelets (Maisonneuve-Rosemont):** Le ministre du Travail peut-il me dire combien de personnes sont inscrites au chômage à Montréal? Puis-je aussi avoir la statistique correspondante de l'an dernier?

**L'hon. Michael Starr (ministre du Travail):** Je tiens la question de l'honorable député pour préavis, et j'irai aux renseignements à son intention.

DÉPÔT DE L'A.R.C. À MONCTON—DEMANDE  
D'AUGMENTATION DE SALAIRES

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Henry Murphy (Westmorland):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances ou à son adjoint parlementaire. Peut-être pourra-t-elle servir de préavis. Le Gouvernement envisagera-t-il un relèvement du salaire des manœuvres, des opérateurs et mécaniciens préposés au matériel roulant du dépôt n° 5 de l'Aviation royale du Canada, à Moncton (Nouveau-Brunswick)?

**L'hon. Howard C. Green (premier ministre suppléant):** Monsieur l'Orateur, nous tenons la question pour préavis.

## L'ASSURANCE-CHÔMAGE

EXTENSION DES AVANTAGES AUX OUVRIERS  
AGRICILES

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Rodolphe Leduc (Gatineau):** Monsieur l'Orateur, le ministre du Travail peut-il nous dire si le Gouvernement a l'intention de modifier, au cours de la présente session, la loi sur l'assurance-chômage afin d'en étendre les avantages aux ouvriers agricoles?

**L'hon. Michael Starr (ministre du Travail):** Monsieur l'Orateur, la réponse est non. Vu la brièveté de la session et l'étude approfondie qu'exige cette loi, il n'est aucunement question de la modifier pendant cette courte session.

**L'hon. M. Marler:** Qui a dit qu'elle serait courte?

**M. Erhart Regier (Burnaby-Coquitlam):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une autre question au ministre du Travail. J'ai remarqué qu'il a employé les mots "courte durée de la session". Le ministre n'est-il pas d'avis que c'est au Parlement, et au Parlement seul, à déterminer la durée d'une session, ou le ministre serait-il au courant de quelque plan

[L'hon. M. Sinclair.]

selon lequel le Gouvernement viserait à dissoudre les Chambres à une certaine date? Si tel est le cas, serait-il assez bon de nous faire connaître cette date?

**M. l'Orateur:** Cela me paraît très peu comme une question visant à obtenir des renseignements.

EXTENSION DE LA PÉRIODE DE PRESTATIONS AUX  
SANS-TRAVAIL

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. H.-J. Robichaud (Gloucester):** Monsieur l'Orateur, puis-je ajouter une question à celle de l'honorable député de Gatineau (M. Leduc)? Le ministre ou son ministère songe-t-il à étendre la période de prestations prévue par la loi sur l'assurance-chômage?

**L'hon. Michael Starr (ministre du Travail):** Monsieur l'Orateur, la Commission de l'assurance-chômage étudie attentivement ce problème. Dès qu'il aura reçu un rapport, le Gouvernement décidera des mesures à prendre.

## LE NORD CANADIEN

TERRITOIRES DU NORD-OUEST—PRÉSUMÉE  
DIMINUTION DES CARIBOUS

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. M. A. Hardie (Mackenzie-River):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au ministre du Nord canadien et des Ressources nationales une question découlant d'un rapport publié par son ministère sur la grave diminution du nombre des caribous dans les Territoires du Nord-Ouest. Bien entendu, ce rapport justifie l'avertissement que j'ai donné à la Chambre il y a plus d'un an.

**Des voix:** La question!

**M. Hardie:** Patience! Elle s'en vient, la question. Ce rapport a déclaré...

**Des voix:** Règlement!

**M. Hardie:** Ce rapport a déclaré...

**M. l'Orateur:** A l'ordre! L'honorable député voudrait-il poser sa question?

**M. Hardie:** Très bien, monsieur l'Orateur. J'aimerais que le ministre me dise s'il est vrai, ainsi que ce rapport l'a déclaré, que son ministère songe à soumettre les Indiens et les Esquimaux à des restrictions en ce qui concerne la chasse de cet animal, car je suis sûr...

**L'hon. M. Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce):** Vous avez posé la question; c'est assez.

**M. Hardie:** Il ne s'agit pas, sans doute, d'une décision de ce ministère, parce que la question relève du Conseil des Territoires